

Autres solutions possibles pour réduire la dette

Une autre solution, qui a été présentée sous diverses formes, suscite de vives discussions, à savoir celle qui consisterait à radier une partie de la dette des pays débiteurs faisant problème. Certains s'y opposent fermement, dont MM. Fred Bergsten et William Cline, de l'*Institute for International Economics* de Washington; ils admettent en effet que la plupart des formules de ce type auraient des répercussions heureuses sur l'économie des pays débiteurs, mais soutiennent par contre que les banques seraient les premières à souffrir d'une réduction de leurs liquidités; cette manœuvre nuirait également aux pays débiteurs dans la mesure où elle réduirait à l'avenir leur accès aux marchés de capitaux; enfin, l'opération comporterait un « risque moral » important, car en voulant soulager le fardeau d'un pays donné, on risquerait de créer un précédent qui pourrait amener d'autres pays débiteurs à ne plus se sentir obligés de rembourser intégralement leur dette extérieure.

Outre l'annulation des créances bancaires, de plus en plus d'observateurs proposent également des formules d'allègement supposant des injections de fonds publics ou des garanties gouvernementales. Mentionnons notamment le professeur Peter Kenen, de l'Université Princeton, M. Felix Rohatyn, membre éminent d'une banque d'investissements de New York, le sénateur américain Bill Bradley, le représentant au Congrès Charles Schumer et Lord Lever, qui préside au Royaume-Uni un groupe d'experts financiers du Commonwealth. Les propositions de ces personnes ont toutes un point en commun: elles préconisent la création d'un nouvel organisme de la Banque mondiale, qui escompterait la dette bancaire de certains pays en voie de développement au moyen d'obligations à long terme remises à l'institution prêteuse en échange de sa créance. Cet organisme deviendrait donc créancier des pays débiteurs en développement. Les banques acquerraient des titres garantis par le gouvernement, mais elles seraient encore perdantes, n'ayant tout de même reçu qu'un montant inférieur à la valeur réelle de leur créance; le pays débiteur, quant à lui, verrait son fardeau soulagé.

Les formules de radiation ont donné lieu à des réactions mitigées. Comme nous l'avons déjà signalé, M. Alan Hockin, ancien vice-président de la Banque Toronto-Dominion, craint que la confiance dans les banques ne soit brusquement minée par la suppression de portions importantes de la dette ou par des concessions trop généreuses sur le plan des taux d'intérêt. Selon lui, cette perte de confiance empêcherait les banques d'accroître, voire de maintenir leurs activités de prêt, car elles ne seraient plus alors en mesure d'attirer de nouveaux capitaux pour remplacer ceux qu'elles auraient perdus.

M. Paul Volcker, président du Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale des États-Unis a soutenu dans une lettre au sénateur Bill Bradley que:

Si l'on s'avisait d'alléger systématiquement et sur une grande échelle le fardeau des pays débiteurs, l'espoir qu'auraient les banques d'obtenir un remboursement du solde dû par l'ensemble des pays débiteurs s'estomperait inévitablement, et ce, même dans le cas de ceux qui n'auraient pas obtenu une réduction de leur dette.

Par ailleurs, M. John Lipsky, l'un des vice-présidents de la société Salomon Brothers de New York, s'est permis une remarque percutante sur l'éventuelle réaction des milieux bancaires et financiers réagiraient si une réduction de la dette venait à être sérieusement envisagée: